

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossiers

N° 314 du 05.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :  
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré a part

Julie Lerat : Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949)

#### 2 Les brèves

2-1 Ce sont des êtres humains qu'Israël assassine sommairement.

#### 3 Dossier

3-1 Point de vue de Ilan Pappé : Palestine 2007 : génocide à Gaza, épuration ethnique en Cisjordanie.

3-2 Point de vue de Ghada Karmi : Mais qu'attend donc Mahmoud Abbas ?

3-3 Point de vue de Uri Avnery : Pire qu'un crime.

3-4 Point de vue de Dr. Mohammed Ishaq Ar-Rifi: L'Entité sioniste tombe dans le piège du Hamas.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

4-1 Le 'Council on Foreign Relations' interview Khalil Shikaki : La popularité du Hamas en hausse après la destruction du mur à la frontière égyptienne.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion - Analyse.

5-1 Chérif Boudelal : Le pétrole arabe responsable du malheur palestinien !

5-2 Convergence des Causes : Israël n'est ni un Etat juif ni l'Etat des Juifs.

5-3 Rebecca Harrison et Ori Lewis : "Grave cafouillage".

---

Tiré a part

## Julie Lerat : Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949)

[ Extrait ]

Il y a soixante ans, presque jour pour jour, l'Assemblée générale des Nations unies décidait, à la majorité requise des deux tiers, de partager la Palestine en un État juif et un État arabe, plus une zone sous « régime international particulier » pour Jérusalem et les Lieux saints.

Un an et demi plus tard, c'est à un tout autre partage qu'a abouti la guerre de 1948 : Israël a vu le jour et augmenté d'un tiers son territoire, annexant une partie de l'État palestinien, mort né, dont le reste est passé aux mains de la Jordanie et de l'Égypte. Et surtout plusieurs centaines de milliers de Palestiniens, qui vivaient sur les territoires finalement occupés par Israël, ont dû quitter leurs foyers.

C'est sur ce dernier point que, depuis soixante ans, une intense bataille de propagande oppose deux versions des événements :

Pour les historiens palestiniens et arabes, il s'agit d'une expulsion.

La majorité de ces 700 000 à 900 000 réfugiés ont été contraints au départ, au cours des affrontements judéo-palestiniens, puis de la guerre israélo-arabe, dans le cadre d'un plan politico-militaire jalonné de nombreux massacres.

C'est notamment la thèse défendue, dès 1961, par Walid Khalidi, dans son essai « Plan Dalet : Master Plan for the Conquest of Palestine », et, plus récemment, par Elias Sanbar dans Palestine 1948. L'Expulsion.

Selon l'historiographie israélienne traditionnelle, au contraire, les réfugiés - 500 000 au maximum - seraient partis volontairement, répondant aux appels des dirigeants arabes qui leur auraient promis un retour rapide après la victoire. Non seulement les responsables juifs n'auraient pas planifié d'éviction, mais les rares massacres à déplorer - en premier lieu celui de Deir Yassine, le 9 avril 1948 - auraient été le fait des troupes extrémistes affiliées à l'Irgoun de Menahem Begin et au Lehi d'Itzhak Shamir.

Dès les années 1950, quelques personnalités israéliennes, liées notamment au Parti communiste, contestaient cette thèse.

Depuis la seconde moitié des années 80, elles ont été rejointes dans leur critique par un certain nombre de journalistes et de chercheurs : Simha Flapan, Tom Segev, Avi Schlaïm, Ilan Pappé et Benny Morris - c'est ce dernier, avec The Birth of the Palestinian Refugee Problem, qui a donné le signal du scandale et inventé l'expression « nouveaux historiens ». Au point de s'attirer les remontrances plus ou moins acerbes d'historiens plus ou moins orthodoxes qui s'efforcent de faire barrage à cette « révision » de l'histoire d'Israël.

*Le reportage est signé Julie Lerat.*

*Avec la complicité de Kinani Samira*

Article et reportage sur : [http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=4349](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4349)

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Ce sont des êtres humains qu'Israël assassine sommairement.

Début janvier Yuval Diskin, le chef des services d'espionnage du Shin Bet, déclarait que l'armée israélienne avait tué 1000 "terroristes" à Gaza depuis 2005.

C'est en qualifiant les tués et les blessés de « terroristes » que les autorités israéliennes justifient leurs crimes de guerre répétés, qu'il s'agisse de résistants ou de civils ordinaires, parmi lesquels de nombreux enfants, femmes, vieillards. Or, dans tous les cas, ce sont des êtres humains qui ont été assassinés.

Le petit texte émouvant écrit par le frère d'un parmi ces 1000 « terroristes » qu'Israël se vante d'avoir tués donne un visage humain à ces disparus.

CS

### **“In memoriam Husâm Abû Habel.**

Janvier 2008

« C'était un jeune homme qui aimait la vie et ne craignait pas la mort, comme tout Palestinien pour lequel, soit on accède à une vie digne, soit on lutte pour y accéder, au risque d'aller à la mort, avec fierté et honneur.

Il avait trente-trois ans, il était plein d'énergie et de vitalité, s'occupait de son épouse et de ses quatre enfants. Son plus cher espoir était de pouvoir assurer une vie et un avenir dignes à ses enfants. Mais comment ?

Chaque jour, il perdait un de ses proches ; un jour, un ami intime, un parent cher, ou un voisin apprécié, ou encore un passant qu'il ne connaissait pas. Il les voyait passer de vie à trépas.

Alors, sans faire de commentaire, il suivait leur convoi funèbre, présentait ses condoléances aux familles, puis il recommençait à étudier les causes de ces tragédies, et il n'en a trouvé qu'une seule et unique. C'est précisément cette Cause qui l'a amené à changer sa façon de penser, afin de trouver la réponse à ses interrogations incessantes quant à la manière d'assurer une vie et un avenir dignes à ses quatre enfants, mais aussi à son peuple écrasé.

C'est la réponse à cette question qui a entraîné sa disparition, comme celle des milliers qui étaient partis avant lui. Et la Cause est toujours là, insistante à faucher les fleurons de la jeunesse de ce peuple qui refuse de se soumettre à toutes les provocations, à toutes les capitulations qu'exigent de lui la communauté internationale, l'Onu, le Quartette, ainsi que les fils de sa nation, les enfants de son arabité et les frères de son Islam.

Au début de l'année 2003, soit deux ans après le début de l'Intifada d'Al-Aqçâ, et après qu'il ait commencé à s'accroître le nombre des martyrs parmi les enfants de son peuple, ce jeune homme commença à rechercher une solution à ce problème que ne résolvent et ne suppriment ni les négociations, ni aucun pays en mesure pourtant de décider et d'imposer.

Alors, ce jeune homme a décidé de rejoindre les rangs des Sarâyâ-al-Quds [Légions de Jérusalem], la branche militaire du mouvement du Jihâd islamique en Palestine, à la recherche d'une possibilité de défendre ce peuple écrasé et humilié.

Il a appris le maniement de diverses armes, et il a subi un entraînement très dur, jusqu'à devenir un soldat de ces légions.

Depuis ce jour, il n'y a de lieu investi par la soldatesque israélienne d'occupation où il ne se soit opposé à ses incursions, au point de devenir célèbre pour son courage et son action militaire.

Ses supérieurs décidèrent de lui apporter de plus en plus d'attention, et il finit par devenir un des chefs de cette organisation militaire; il était responsable de l'unité des missiles, pour le Nord de la bande de Gaza.

Il ne connaissait pas le goût du sommeil avant d'avoir frappé une colonie, ici, par des tirs de mortiers, ou sans avoir lancé une roquette en direction d'une colonie, là-bas, en représailles contre les violations israéliennes incessantes des droits de notre peuple tant à Gaza qu'en Cisjordanie, ou encore en riposte à l'assassinat d'un des combattants pour la Palestine, sans égard pour son appartenance politique, ou à l'assassinat d'un simple civil palestinien.

La nuit précédant le jour où fut assassiné ce jeune homme combattant, les forces israéliennes d'occupation assassinèrent le commandant général des Légions de Jérusalem, Mâjid al-Harrâzîn, et plusieurs de ses adjoints, au cours de deux frappes aériennes séparées contre Gaza, ainsi qu'un commandant des Légions en Cisjordanie.

Que fit notre vaillant combattant ? Il se prépara à riposter à cette lâche opération criminelle. Il commença par préparer des tirs de roquettes contre la colonie de Sdérot, face à Gaza. Mais l'ennemi, lâche et retors, l'attendait, lui et son groupe.

Immédiatement après la prière de l'aube, le lendemain, avant que sa formation ne se mette en route pour riposter, les avions de surveillance israéliens les repèrent et les bombardèrent au moyen de deux missiles. C'est ainsi que tombèrent notre Martyr et trois de ses compagnons dirigeants.

Bien sûr : les chefs combattants sont tombés en martyrs. Mais les entrailles des mères palestiniennes ne cessent – et ne cesseront jamais – de porter les chefs combattants qui écriront avec leur sang l'histoire du martyr et des gloires de notre peuple.

Le jeune homme dont nous sommes en train de parler, aujourd'hui, c'est Husâm Abû Habel, lui que l'occupation sioniste a transformé, de jeune homme pacifique qu'il était, en jeune combattant. C'est ce jeune homme pacifique là, que les circonstances d'une dureté extrême, ont amené à emprunter le chemin du martyr, bien qu'il aimât la vie.

Tel est l'histoire d'un des fils du peuple palestinien, de ce peuple qui aspire à connaître la lumière de la liberté, lui qui est plongé dans les ténèbres, et qui attend, impatient, après une interminable absence, sans qu'il ne perde jamais l'espoir, cette liberté, qui viendra un jour ; c'est une certitude »

Traduit de l'arabe par Marcel Charbonnier.

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Point de vue de Ilan Pappé : Palestine 2007 : génocide à Gaza, épuration ethnique en Cisjordanie.

Sur ce sujet, j'ai affirmé, il n'y a pas très longtemps, qu'Israël menait une politique de génocide dans la Bande de Gaza. J'ai beaucoup hésité avant d'utiliser ce terme très accusateur mais j'ai décidé de l'adopter.

En effet, les réponses que j'ai reçues, y compris de certains activistes des droits de l'homme, indiquaient un certain malaise quant à l'utilisation d'un tel terme.

J'ai été, pendant un moment, enclin à revoir le terme, mais j'ai recommencé à l'utiliser aujourd'hui avec encore plus de convictions : c'est la seule façon appropriée de décrire ce que fait l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

Le 28 décembre 2006, l'organisation des Droits de l'Homme israélienne B'Tselem a publié son rapport annuel sur les atrocités israéliennes dans les territoires occupés.

Les forces israéliennes ont tué l'année dernière 660 citoyens. Le nombre de Palestiniens tués par Israël a triplé l'année dernière par rapport à l'année précédente (environ 200).

Selon B'Tselem, les Israéliens ont tué 140 enfants au cours de l'année dernière. La plupart des tués l'ont été dans la Bande de Gaza, où les forces israéliennes ont démolé près de 300 maisons et tué des familles entières. Cela signifie que depuis 2000, les forces israéliennes ont tué près de 4000 Palestiniens, dont la moitié étaient des enfants et fait plus de 20.000 blessés. B'Tselem est une organisation conservatrice, et les chiffres pourraient être plus élevés. Mais il ne s'agit pas seulement d'une escalade des meurtres intentionnels, cela concerne la tendance et la stratégie.

En ce début d'année 2007, les décideurs israéliens affrontent deux réalités très différentes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En Cisjordanie, ils sont plus proches que jamais de finir la construction de leur frontière orientale. Leur débat idéologique interne est terminé et leur schéma directeur d'annexer la moitié de la Cisjordanie est appliqué à une vitesse toujours croissante. La dernière phase a été retardée en raison des promesses faites par Israël, dans le cadre de la Feuille de Route, de ne pas construire de nouvelles colonies.

Israël a trouvé deux moyens d'éviter cette interdiction supposée :

D'abord, il a défini un tiers de la Cisjordanie comme faisant partie du Grand Jérusalem, ce qui lui a permis de construire dans des centres de communautés et des parties de villes nouvellement annexés. Ensuite, il a agrandi d'anciennes colonies dans de telles proportions qu'il n'y a pas eu besoin d'en établir de nouvelles.

Cette tendance a donné une nouvelle impulsion en 2006 (des centaines de caravanes ont été installées pour délimiter la limite des expansions, les plans d'aménagements pour les nouvelles villes et quartiers ont été finalisés et les routes de contournement d'Apartheid et le système de routes à grande circulation ont été achevés).

En tout, les colonies, les bases de l'armée, les routes et le Mur permettront à Israël d'annexer près de la moitié de la Cisjordanie d'ici 2010. A l'intérieur de ces territoires, il y aura un nombre considérable de Palestiniens, contre qui les autorités israéliennes continueront à appliquer une politique de transfert lent et rampant : sujet trop ennuyeux pour importuner les médias occidentaux et trop évasifs pour que les organisations des droits de l'homme fassent un point d'ensemble sur le sujet.

Il n'y a pas précipitation ; en ce qui concerne les Israéliens, ils contrôlent : les mécanismes abusifs et déshumanisants quotidiens de l'armée et de la bureaucratie sont plus efficaces que jamais dans leur participation au processus de dépossession.

La pensée stratégique d'Ariel Sharon que cette politique est bien meilleure que celle offerte par les "transférés" ou les nettoyeurs ethniques, comme Avigdor Liberman, est acceptée par tous dans le gouvernement, des Travailleurs à Kadima. Les petits crimes du terrorisme d'état sont également efficaces car ils permettent aux sionistes libéraux du monde entier de condamner légèrement Israël et de qualifier d'anti-sémitisme toute véritable critique de la politique criminelle d'Israël.

D'une part, il n'y a aucune stratégie israélienne claire pour l'instant en ce qui concerne la Bande de Gaza ; mais il y a une expérience quotidienne avec une stratégie. Gaza, aux yeux des Israéliens, est une entité géopolitique très différente de celle de la Cisjordanie.

Le Hamas contrôle Gaza, alors qu'Abu Mazen semble gouverner la Cisjordanie fragmentée avec la bénédiction des Israéliens et des Américains. Il n'y a aucun bout de terre à Gaza convoitée par Israël et il n'y a pas d'arrière-pays, comme la Jordanie, vers lequel les Palestiniens de Gaza pourraient être expulsés. Le nettoyage ethnique est inefficace ici.

La précédente stratégie à Gaza était d'y ghettoiser les Palestiniens, mais cela n'a pas fonctionné. La communauté ghettoisée continue à exprimer sa volonté de vivre en tirant des missiles primitifs sur Israël. Ghettoiser ou mettre en quarantaine des communautés non désirées, même si elles étaient considérées comme sous-humaines ou dangereuses, n'a jamais fonctionné dans l'histoire en tant que solution. Les Juifs le savent bien de leur propre histoire.

Par le passé, les étapes suivantes contre de telles communautés étaient bien plus terrifiantes et barbares. Il est difficile de dire ce que sera le futur de la population de Gaza, ghettoisée, mise en quarantaine, non désirée et démonisée.

Est-ce qu'il y aura une répétition des sinistres exemples historiques ou un meilleur destin est-il encore possible ?

Créer la prison et jeter la clef à la mer, comme l'a écrit l'Envoyé Spécial des Nations-Unies, John Dugard, était une option à laquelle les Palestiniens de Gaza ont réagi avec force dès septembre 2005. Ils étaient déterminés à montrer qu'ils étaient toujours une partie de la Cisjordanie et de la Palestine. Ce mois-là, ils ont lancé le première barrage de missiles significatif en nombre mais pas en qualité sur l'Ouest du Negev. Le bombardement était une réponse à une campagne israélienne d'arrestations massives d'activistes du Hamas et du Jihad Islamique dans la région de Tulkarem.

Les Israéliens ont répondu avec l'opération "*Première Pluie*". Cela vaut la peine de s'attarder un moment sur la nature de cette opération. Elle a été inspirée par les mesures punitives infligées d'abord par des puissances colonialistes, et puis par des dictatures, contre de rebelles communautés emprisonnées ou bannies.

Une démonstration effrayante de la puissance de l'opresseur destinée à intimider a précédé toutes sortes de punitions collectives et brutales, en se terminant par un grand nombre de morts et de blessés parmi les victimes. Pendant la "*Première Pluie*", des avions supersoniques ont survolé Gaza pour terroriser l'ensemble de la population, suivis du bombardement intensif de vastes secteurs depuis la mer, le ciel et la terre. La logique, a expliqué l'armée israélienne, était de créer une pression afin d'affaiblir le soutien de la Communauté de Gaza aux lanceurs de roquettes. Comme on s'y attendait, ainsi que les Israéliens, l'opération a seulement augmenté le soutien aux lanceurs de roquettes et a donné une impulsion à leur prochaine tentative. Le véritable objectif de cette opération particulière était expérimental.

Les généraux israéliens souhaitaient savoir comment de telles opérations seraient perçues en interne, dans la région et dans le monde. Et il semble qu'immédiatement la réponse a été "*très bien*" ; à savoir, que personne n'a vérifié si le nombre de morts et de blessés palestiniens avait diminué après la "*Première Pluie*".

Et par conséquent, à partir de la "*Première Pluie*" jusqu'en juin 2006, toutes les opérations suivantes ont été menées sur le même modèle. La différence se situait dans leur escalade : plus de puissance de feu, plus de victimes et plus de dommages collatéraux et, comme on s'y attendait, plus de missiles Qassam en réponse.

En 2006, les mesures complémentaires étaient des moyens plus sinistres pour garantir l'emprisonnement total de la population de Gaza à travers un boycott et un blocus, ce à quoi l'Union Européenne collabore toujours honteusement.

La capture de Gilad Shalit en juin 2006 n'avait pas de relation dans le cadre général des choses, mais elle a néanmoins fourni une occasion aux Israéliens d'intensifier encore plus les composants des missions stratégiques et soi-disant punitives. Après tout, il n'y avait toujours pas de stratégie pour faire suite à la décision stratégique d'Ariel Sharon de retirer les 8.000 colons dont la présence compliquait les missions "*punitives*" et dont l'expulsion avait fait de lui presque un candidat pour le prix Nobel de la Paix. Depuis lors, les actions "*punitives*" continuent et deviennent elles-mêmes une stratégie.

L'armée israélienne aime le drame et elle a donc également amélioré le langage. "*Première Pluie*" a été remplacée par "*Pluies d'Été*", un nom global qui a été donné aux opérations "*punitives*" depuis juin 2006 (dans un pays où il ne pleut pas en été, la seule précipitation à laquelle on peut s'attendre, ce sont les douches de bombes de F16 et d'obus d'artillerie frappant la population de Gaza ;)

Les "*Pluies d'Été*" ont apporté un nouvel élément : l'invasion terrestre dans des parties de la Bande de Gaza.

Cela a permis à l'armée de tuer des citoyens bien plus efficacement et de le présenter comme une conséquence des durs combats dans des secteurs fortement peuplés, une conséquence inévitable des circonstances et non de la politique israélienne.

Avec la fin de l'été est survenue l'opération "*Nuages d'Automne*" qui a été beaucoup plus efficace : le 1er novembre 2006, en moins de 48 heures, les Israéliens ont tué soixante-dix civils ; vers la fin du même mois, accompagnée de mini opérations supplémentaires, près de 200 Palestiniens ont été tués, dont la moitié d'entre eux étaient des femmes et des enfants.

Comme on peut le voir d'après les dates, une partie de l'activité a été effectuée en parallèle des attaques israéliennes sur le Liban, permettant plus facilement d'achever les opérations sans beaucoup d'attention externe, et encore moins de critiques.

Entre "*Première Pluie*" et "*Nuages d'Automne*", on peut constater une escalade dans chaque paramètre : La première est la disparition de la distinction entre les cibles civiles et non-civiles : le massacre absurde a transformé la population dans son ensemble en principale cible des opérations de l'armée. La seconde est une escalade dans les moyens : l'utilisation de toutes les machines à tuer possibles que possède l'armée israélienne. Troisièmement, l'escalade est remarquable dans le nombre de victimes : avec chaque opération, et chaque future opération, un plus grand nombre de personnes sont susceptibles d'être tuées et blessées.

En conclusion, et de façon primordiale, les opérations deviennent une stratégie : la manière dont Israël a l'intention de résoudre le problème de la bande de Gaza. Un transfert rampant en Cisjordanie et une politique génocidaire mesurée dans la Bande de Gaza sont les deux stratégies qu'Israël utilise aujourd'hui. D'un point de vue électoral, celle de Gaza est problématique car elle ne donne aucun résultat tangible ; la Cisjordanie sous Abu Mazen cède à la pression israélienne et il n'y a aucune force significative qui arrête la stratégie israélienne d'annexion et de dépossession.

Mais Gaza continue à tirer en représailles. D'une part, cela pourrait permettre à l'armée israélienne de lancer à l'avenir des opérations plus massives de génocides. Mais d'un autre côté, il y a également le grand danger que, comme cela s'est produit en 1948, l'armée exige une action "*punitive*" et collatérale plus énergique et plus systématique contre la population assiégée de la Bande de Gaza.

Ironiquement, la machine de mort israélienne s'est reposée récemment. Même le nombre relativement important de missiles Qassam, dont un ou deux ont été mortels, n'a pas fait bouger l'armée. Bien que les porte-parole de

l'armée disent qu'ils montrent de la "retenue", ils ne l'ont jamais fait par le passé et ne sont pas susceptibles de le faire à l'avenir. L'armée se repose, puisque ses généraux sont contents du massacre interne qui fait rage à Gaza et fait le travail pour eux. Ils regardent avec satisfaction la guerre civile naissante dans Gaza qu'Israël foment et encourage. Du point de vue d'Israël, peu importe la façon dont la démographie baisse à Gaza, que ce soit par des meurtres internes ou israéliens.

La responsabilité de mettre fin aux combats internes incombe naturellement aux groupes palestiniens eux-mêmes, mais l'interférence américaine et israélienne, l'emprisonnement continu, la famine et l'étranglement de Gaza sont des facteurs qui rendent très difficile un processus de paix interne.

Mais cela aura lieu bientôt et alors dès que l'on verra les tous premiers signes que cela diminue, les "Pluies d'Été" israéliennes retomberont sur la population de Gaza, avec un effet désastreux et la mort. Et on ne devrait jamais être fatigué d'énoncer les conclusions politiques inévitables de cette triste réalité de l'année que nous venons de quitter et face à celle qui nous attend.

Il n'y a toujours pas d'autres moyens d'arrêter Israël qu'avec le boycott, le désinvestissement et les sanctions. Nous devrions tous les soutenir clairement, ouvertement, sans réserves, indépendamment de ce que les gourous de notre monde nous disent au sujet de l'efficacité ou la raison d'être de telles actions. Les Nations-Unies n'interviendront pas à Gaza comme elles l'ont fait en Afrique ; les lauréats du Prix Nobel de la Paix ne s'engageront pas pour sa défense comme ils le font pour des causes dans le Sud-Est asiatique.

Le nombre de personnes tuées n'y est pas aussi stupéfiant que dans d'autres calamités, et ce n'est pas une nouvelle histoire : elle est dangereusement vieille et préoccupante. Le seul point faible de cette machine de mort, ce sont ses filets d'oxygène vers la civilisation "occidentale" et l'opinion publique.

Il est encore possible de les perforer et de faire en sorte qu'il soit au moins plus difficile pour les Israéliens de mettre en application leur future stratégie d'éliminer les Palestiniens en les nettoyant en Cisjordanie ou en les génocidant dans la bande de Gaza.

Ilan Pappé –

The Electronic Intifada

lundi 15 janvier 2007

Ilan Pappé est professeur à l'Université d'Haïfa, conférencier du Département de Sciences Politiques à l'université d'Haïfa et président de l'Institut Emil Touma pour les Etudes Palestiniennes à Haïfa.

Il a écrit, entre autres, *The Making of the Arab-Israeli Conflict* (London and New York 1992), *La question israélo-palestinienne* (The Israel/Palestine Question - London and New York 1999), *Une Histoire de la Palestine moderne* (A History of Modern Palestine - Cambridge 2003), *Une histoire de du Proche-Orient moderne* (The Modern Middle East (London and New York 2005) et son dernier livre, *Nettoyage ethnique de la Palestine* (Ethnic Cleansing of Palestine - 2006).

Ilan Pappé - [Palestine 2007 : Genocide in Gaza, Ethnic Cleansing in the West Bank](#)

The Electronic Intifada, 11 janvier 2007

Traduit par MG pour ISM

---

### 3-2 Point de vue de Ghada Karmi : Mais qu'attend donc Mahmoud Abbas ?

*Il est évident pour tout le monde – sauf pour le président palestinien – que la résistance, et non une veule collaboration, est la seule option stratégique,* écrit Ghada Karmi

Avec le score terrible des morts, à Gaza, avec les agressions incessantes contre la Cisjordanie (au cours desquelles le propre garde du corps du négociateur en chef Ahmad Qure'i a été tué), et avec l'extension impavide des colonies par Israël, on ne peut que se demander quelle nouveau genre d'atrocité israélienne pourrait bien faire que le président palestinien change d'attitude ? Certes, la semaine passée, il a soulevé, avec ses acolytes, la possibilité de suspendre les bavardages de paix avec Israël, si celui-ci persistait dans ses agressions. Mais il ne l'a pas fait. Pourrait-on savoir pour quelle raison ??

Le martyr de Gaza aurait assurément dû suffire à l'outrager, comme il l'a fait en ce qui concerne des millions de personnes dans le monde entier. Le couronnement de tout catalogue de crimes a eu lieu le 15 janvier, lorsque des tanks et des hélicoptères israéliens ont envahi le quartier Zaytoun de Gaza, tuant dix-neuf personnes et en blessant cinquante, en vingt-quatre heures. Le lendemain, l'armée israélienne tuait trois Gaziotes supplémentaires, et le lendemain, elle bombardait le ministère de l'Intérieur à Gaza, tuant une femme et blessant quarante-six civils. Beaucoup d'autres mourront, après la coupure d'électricité imposée, cette semaine, à près de 80 % de la bande de Gaza.

Depuis des mois, le nombre des victimes ne cesse de croître, à Gaza. En novembre, 36 Gaziotes ont été tués. En décembre, ce chiffre grimpeait, atteignant 60, et, durant les deux premières semaines de janvier, 55 sont morts, jusqu'ici. La semaine dernière, Ehud Barak, ministre israélien de la Défense, a annoncé la fermeture de tous les points de passage vers Gaza, empêchant l'acheminement de la quantité pathétiquement insuffisante de nourriture, de médicaments et d'autres biens de première nécessité qui entraînent dans la bande. Ce qui était déjà une crise humanitaire, à Gaza, à la suite de l'élection du Hamas, en 2006, est appelé désormais à devenir un désastre d'une énorme ampleur. Toute une génération de résistants de Gaza a d'ores et déjà été décimée par les assassinats ciblés perpétrés par Israël. Indifférent au droit international ou à d'éventuelles conséquences de ses

actes, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a juré d'intensifier ces attaques jusqu'à ce que « les tirs de roquettes s'arrêtent », mais ce n'est certainement pas là l'objectif principal des Israéliens. Les actions d'Israël montrent clairement qu'il vise à détruire Gaza, économiquement et structurellement, et à anéantir tous les moyens de résistance, jusqu'au dernier.

La Cisjordanie, fief supposé d'Abbas, n'a pas été épargnée, pour autant. L'armée israélienne y a envahi des villes et des villages, de manière répétée, emmenant prisonniers des dizaines de Palestiniens et détruisant des hectares de terres cultivées. Lors d'une de ces opérations, à Naplouse, le 5 janvier, vingt-trois personnes ont été capturées, dont plusieurs membres du Fatah. Cela motiva une rebuffade du « Premier ministre palestinien » Salam Fayyad, qui ne changea strictement rien. Pendant ce temps, Israël annonça qu'il allait construire mille nouveaux appartements afin d'étendre la colonie de Har Homa, qui étouffait déjà Bethléem, et agrandir celle de Maale Adumim, déjà boursoflée, à Jérusalem Est. Une autre colonie a poussé comme un champignon dans le quartier Ras d'Hébron, reliant Kiryat Arba à Tel Rumeida, les colonies les plus intolérables pour les Palestiniens. Cerise sur le gâteau : les avant-postes, illégaux y compris aux yeux du législateur israélien, continuent à proliférer dans l'ensemble de la Cisjordanie.

Etant donné cette preuve plus qu'amplement suffisante des intentions mauvaises d'Israël, il est légitime de demander pour quelle raison l'Autorité palestinienne (AP) ne met pas un terme à cette mascarade, ne met pas fin à un processus de paix mené dans de telles conditions, ne refuse pas de continuer à gouverner une autorité qui n'a ni pouvoir, ni moyens, et dont la principale fonction, quoi que ses membres puissent imaginer par ailleurs, est de sauvegarder le projet sioniste. Une conviction est en train de gagner du terrain, dans certains milieux palestiniens, selon laquelle l'AP devrait mettre un terme aux négociations avec Israël et se transformer, passant de l'actuelle organisation en faillite, véritable serpillière devant les diktats israéliens et occidentaux, en un organe représentant un peuple soumis à une occupation militaire étrangère.

Une telle initiative offrirait beaucoup d'avantages. Elle mettrait un terme au bluff permanent consistant, pour Israël, à temporiser et à faire durer interminablement le processus dit de paix, tout en renforçant sa mainmise sur les territoires palestiniens ; elle frustrerait les tentatives occidentales de protéger Israël en achetant les Palestiniens au moyen de pots-de-vin – atteignant plus de 7 milliards de dollars, annuellement – afin de les amener à accepter un marché contre une fraction ridicule de leurs droits légitimes ; et, incidemment, elle aiderait à améliorer l'image de marque de la direction de l'AP, qui est aujourd'hui largement considérée comme un groupe de Quisling et de marionnettes de l'Occident. Mais, et c'est le plus important, elle rétablirait la réalité aux yeux du peuple palestinien, à savoir qu'il n'y a nul Etat en devenir ; qu'ils sont un peuple occupé, qui doit lutter de tous les moyens possibles pour conquérir leur liberté. A cette fin, ils doivent mettre de côté les inimitiés intestines, ainsi que le factionnalisme.

Toutefois, rien de tout ceci ne se produira. En dépit de l'échec patent du « processus de paix », à ce jour, et en dépit des gains croissants engrangés par Israël sur le dos des Palestiniens, Abbas et sa clique vont poursuivre ledit processus. Bien qu'Arafat eût été un cas à part, il a fait les mêmes erreurs en ce qui concerne Oslo, et c'est lui qui a mis en place les éléments de la tragédie palestinienne actuelle. En termes simples, ils considèrent que les Palestiniens sont trop faibles pour imposer quoi que ce soit qui aille à l'encontre de la volonté et de la puissance d'Israël, de l'Amérique et de l'Europe. Aussi, tout ce qu'ils puissent espérer, c'est sauver quelques meubles, en se pliant aux exigences de ces puissances, fusse au détriment des droits des Palestiniens – telle est leur théorie. Abbas a ajouté son ingrédient personnel à cette mixture, en rejetant toute forme de résistance armée, convaincu que la passivité des Palestiniens aurait plus de succès que le recours à la force. La collaboration sécuritaire avec Israël (euphémisme pour « écrasement de la résistance palestinienne », l'incapacité de défendre y compris des officiels du Fatah et de l'AP contre les assauts israéliens, l'impuissance, face aux violations de tous les accords conclus, par Israël, et la paralysie actuelle en dépit des horreurs perpétrées à Gaza sont, toutes, des conséquences de cette stratégie désastreuse.

Clairement, cette stratégie est un échec. Aussi poussées la collaboration, la passivité et l'obéissance à l'autre côté ont-elles pu être, cela n'a pas marché. La situation des Palestiniens est bien pire, aujourd'hui, qu'elle l'était en 1993 : une approche différente est impérative. Les Palestiniens sont sans doute faibles, mais ils ont une force imparable : le pouvoir de dire « Non ».

Imaginez, s'ils refusaient, dès maintenant, de négocier avec Israël dans les conditions actuelles, s'ils démantelaient l'AP, devenue qu'elle est le bouc émissaire et la tête de Turc de l'occupation israélienne, et s'ils instituaient une direction de la Résistance qui refuserait de coopérer tant que perdurerait l'occupation. Une telle décision mettrait à terre toute la construction si soigneusement édifiée par Israël et par ses alliés, et dont la poutre maîtresse n'est autre que la résignation palestinienne.

Le président Bush n'aurait plus aucun trophée susceptible de lui épargner l'ignominie totale ; Israël serait confronté à une population palestinienne débarrassée de dirigeants corrompus faisant pour lui le Tsahal boulot ; et l'Europe devrait regarder en face sa propre complicité ignoble avec l'occupation, qu'elle finance. Par-dessus tout, les Palestiniens retrouveraient leur respect d'eux-mêmes, leur dignité, leur droit à résister, et leur cause unifierait à nouveau le monde arabe contre ses ennemis communs. La terreur d'une telle issue, catastrophique pour Israël et ses séides, est la carte maîtresse dont disposent les Palestiniens, dans leur jeu. A eux de l'abattre sur le tapis !

le plus important, elle rétablirait la réalité aux yeux du peuple palestinien, à savoir qu'il n'y a nul Etat en devenir ; qu'ils sont un peuple occupé, qui doit lutter de tous les moyens possibles pour conquérir leur liberté. A cette fin, ils doivent mettre de côté les inimitiés intestines, ainsi que le factionnalisme.

Toutefois, rien de tout ceci ne se produira. En dépit de l'échec patent du « processus de paix », à ce jour, et en dépit des gains croissants engrangés par Israël sur le dos des Palestiniens, Abbas et sa clique vont poursuivre ledit processus. Bien qu'Arafat eût été un cas à part, il a fait les mêmes erreurs en ce qui concerne Oslo, et c'est lui qui a mis en place les éléments de la tragédie palestinienne actuelle. En termes simples, ils considèrent que les Palestiniens sont trop faibles pour imposer quoi que ce soit qui aille à l'encontre de la volonté et de la puissance d'Israël, de l'Amérique et de l'Europe. Aussi, tout ce qu'ils puissent espérer, c'est sauver quelques meubles, en se pliant aux exigences de ces puissances, fusse au détriment des droits des Palestiniens – telle est leur théorie. Abbas a ajouté son ingrédient personnel à cette mixture, en rejetant toute forme de résistance armée, convaincu que la passivité des Palestiniens aurait plus de succès que le recours à la force. La collaboration sécuritaire avec Israël (euphémisme pour « écrasement de la résistance palestinienne », l'incapacité de défendre y compris des officiels du Fatah et de l'AP contre les assauts israéliens, l'impuissance, face aux violations de tous les accords conclus, par Israël, et la paralysie actuelle en dépit des horreurs perpétrées à Gaza sont, toutes, des conséquences de cette stratégie désastreuse. Clairement, cette stratégie est un échec. Aussi poussées la collaboration, la passivité et l'obéissance à l'autre côté ont-elles pu être, cela n'a pas marché. La situation des Palestiniens est bien pire, aujourd'hui, qu'elle l'était en 1993 : une approche différente est impérative. Les Palestiniens sont sans doute faibles, mais ils ont une force imparable : le pouvoir de dire « Non ».

Imaginez, s'ils refusaient, dès maintenant, de négocier avec Israël dans les conditions actuelles, s'ils démantelaient l'AP, devenue qu'elle est le bouc émissaire et la tête de Turc de l'occupation israélienne, et s'ils instituaient une direction de la Résistance qui refuserait de coopérer tant que perdurerait l'occupation. Une telle décision mettrait à terre toute la construction si soigneusement édifiée par Israël et par ses alliés, et dont la poutre maîtresse n'est autre que la résignation palestinienne.

Le président Bush n'aurait plus aucun trophée susceptible de lui épargner l'ignominie totale ; Israël serait confronté à une population palestinienne débarrassée de dirigeants corrompus faisant pour lui le Tsalal boulot ; et l'Europe devrait regarder en face sa propre complicité ignoble avec l'occupation, qu'elle finance. Par-dessus tout, les Palestiniens retrouveraient leur respect d'eux-mêmes, leur dignité, leur droit à résister, et leur cause unifierait à nouveau le monde arabe contre ses ennemis communs. La terre d'une telle issue, catastrophique pour Israël et ses séides, est la carte maîtresse dont disposent les Palestiniens, dans leur jeu. A eux de l'abattre sur le tapis !

in Al-Ahram Weekly, n° 881, 24-30 janvier 2008

<http://weekly.ahram.org.eg:80/2008/881/op133.htm>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

[\* Ghada Karmi est l'auteure du livre Married to Another Man : Israel's dilemma in Palestine (Mariée à un autre homme : le dilemme d'Israël, en Palestine

Source et traduction : Marcel Charbonnier

---

### 3-3 Point de vue de Uri Avnery : Pire qu'un crime.

On aurait dit la chute du mur de Berlin. Et cela n'était pas seulement une ressemblance. Pendant un moment, le passage de Rafah a été la Porte de Brandebourg.

ON NE PEUT PAS S'EMPECHER de se sentir transporté quand on voit des masses de gens opprimés et affamés faire tomber le mur qui les enferme, les yeux brillants et embrassant tous ceux qu'ils rencontrent, même si c'est votre propre gouvernement qui a dressé ce mur.

La bande de Gaza est la plus grande prison sur terre. Briser le mur de Rafah a été un acte de libération. Cela prouve qu'une politique inhumaine est toujours une politique stupide : aucun pouvoir ne peut se maintenir face à une masse humaine qui a franchi la frontière du désespoir. C'est la leçon de Gaza, janvier 2008.

ON POURRAIT REPETER la phrase célèbre de l'homme d'état français Boulay de la Meurthe, juste un peu arrangée : C'est pire qu'un crime, c'est une connerie !

Il y a des mois, les deux Ehoud – Barak et Olmert – ont imposé un blocus à la bande de Gaza, et ils en ont tiré gloire. Ensuite, ils ont serré le nœud coulant, si bien qu'on ne pouvait pratiquement plus rien faire entrer dans la bande. La semaine dernière, ils ont rendu le blocus absolu – plus de nourriture, plus de médicaments. La situation avait atteint un point culminant lorsqu'ils ont aussi coupé l'arrivée du carburant. De grandes parties de Gaza se sont retrouvées sans électricité – des incubateurs pour les prématurés, des machines à dialyse, des pompes pour l'approvisionnement en eau et pour l'évacuation des eaux usées. Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans chauffage par un froid sévère, sans possibilité de cuisiner, et sans nourriture. Al Jazeera a montré et remonté ces images dans des millions de foyers du monde arabe. Les télévisions du monde entier les ont montrées aussi. De Casablanca à Amman une vague de colère massive a explosé et fait trembler les régimes arabes autoritaires. Hosni Moubarak, affolé, a appelé Ehoud Barak. Ce soir-là, Barak a été obligé d'annuler, au moins pour un temps, le blocus de fioul qu'il avait imposé le matin même. A part pour le carburant, le blocus est resté total.

LA RAISON DONNEE pour affamer et faire se geler de froid un million et demi d'êtres humains, entassés sur un territoire de 365 km<sup>2</sup>, est le bombardement continu de la ville de Sderot et des villages avoisinants. C'est un argument bien choisi. Il soude les parties les plus primaires et les plus pauvres du public israélien. Il coupe court



aux critiques de l'ONU et des gouvernements tout autour du monde, qui, autrement, auraient pu protester contre cette punition collective, qui est sans aucun doute un crime de guerre en droit international.

Le tableau présenté au monde est clair : le régime terroriste du Hamas de Gaza lance des missiles sur des civils israéliens innocents. Aucun gouvernement au monde ne peut tolérer que l'on bombarde sa population par dessus la frontière. Les militaires israéliens n'ont pas trouvé de réponse militaire aux missiles Qassam. Alors, il n'y a pas d'autre choix que d'exercer une pression forte sur la population de Gaza pour qu'elle se dresse contre le Hamas et l'oblige à arrêter les tirs de missiles.

Le jour où l'électricité a été coupée à Gaza, nos militaires étaient transportés de joie : deux missiles seulement furent lancés. Donc ça marche ! Ehoud Barak est un génie !

Mais le lendemain, 17 Qassam sont arrivés, et la joie s'est évaporée. Les politiques et les généraux ont (littéralement) perdu la tête : l'un d'eux a proposé de "se conduire d'une façon plus enragée qu'eux", un autre de "bombarder les zones urbaines de Gaza sans discrimination pour chaque Qassam tiré", un professeur célèbre (qui est un peu dérangé) a proposé de provoquer une "catastrophe définitive".

Le scénario du gouvernement était une réplique de la 2ème guerre du Liban (au sujet de laquelle un rapport est attendu dans les prochains jours). A ce moment-là, le Hezbollah a capturé deux soldats du côté israélien de la frontière, aujourd'hui le Hamas bombarde des villes et des villages du côté israélien de la frontière. A ce moment-là, le gouvernement a décidé en toute hâte de déclencher une guerre, aujourd'hui le gouvernement a décidé en toute hâte de déclencher un blocus. A ce moment-là, le gouvernement a ordonné de bombarder la population civile pour qu'elle fasse pression sur le Hezbollah, aujourd'hui le gouvernement a décidé de causer des souffrances massives à la population civile pour qu'elle fasse pression sur le Hamas. Les résultats ont été les mêmes dans les deux cas : la population libanaise ne s'est pas dressée contre le Hezbollah, mais au contraire, toutes les communautés religieuses se sont unies derrière l'organisation chiite. Hassan Nasrallah est devenu le héros du monde arabe. Et aujourd'hui : la population s'unit derrière le Hamas et accuse Mahmoud Abbas de coopérer avec l'ennemi. Une mère qui n'a plus de nourriture pour ses enfants ne maudit pas Ismaël Haniyeh, elle maudit Olmert, Abbas et Moubarak.

ALORS, QUE FAIRE ? Après tout, on ne peut pas tolérer les souffrances des habitants de Sdérot qui sont en permanence sous les tirs.

Ce que l'on cache au pauvre peuple, c'est que l'on pourrait arrêter les tirs de Qassam demain matin.

Il y a plusieurs mois, le Hamas a proposé un cessez-le-feu. Il a renouvelé l'offre cette semaine.

Pour le Hamas, un cessez-le-feu signifie : les Palestiniens stoppent les tirs de Qassam et d'obus de mortier, les Israéliens stoppent les incursions dans la bande de Gaza, les assassinats "ciblés" et le blocus.

Pourquoi notre gouvernement ne saute-t-il pas sur cette proposition ?

C'est très simple : pour faire ces tractations, il faut parler avec le Hamas, directement ou indirectement. Et c'est justement ce que le gouvernement refuse.

Pourquoi ? C'est très encore simple : Sdérot n'est qu'un prétexte – tout comme les deux soldats enlevés furent aussi un prétexte. L'objectif véritable de toute l'affaire est de renverser le Hamas à Gaza et de l'empêcher de prendre le pouvoir en Cisjordanie.

En termes simples et brutaux : le gouvernement sacrifie la population de Sdérot sur l'autel d'un principe sans espoir. Pour lui, il est plus important de boycotter le Hamas – parce qu'actuellement c'est le fer de lance de la résistance palestinienne – que de mettre fin aux souffrances de Sdérot. Et tous les médias coopèrent à cette duperie.

ON A DÉJÀ DIT qu'il était dangereux d'écrire une satire dans notre pays – les satires deviennent trop souvent réalité. Certains lecteurs se rappellent peut-être un article satirique que j'avais écrit il y a quelques mois. J'y décrivais la situation à Gaza comme une expérience scientifique destinée à voir jusqu'à quel point on peut affamer une population et transformer sa vie en un enfer avant qu'elle ne lève les bras et ne se rende.

Des commentateurs respectés ont explicitement déclaré qu'Ehoud Barak et les chefs de l'armée travaillent selon le principe des "approximations successives" et qu'ils changent de méthode quotidiennement en fonction des résultats obtenus. Ils coupent le carburant à Gaza, observent comment ça marche, et font marche arrière lorsque les réactions internationales deviennent trop négatives. Ils coupent la livraison des médicaments, observent comment ça marche, etc. L'objectif scientifique justifie les moyens.

L'homme chargé de cette expérience est le ministre de la défense, Ehoud Bark, un homme qui a beaucoup d'idées et peu de scrupules, un homme dont la tournure d'esprit est fondamentalement inhumaine. Il est peut-être en ce moment la personne la plus dangereuse d'Israël, plus dangereuse qu'Ehoud Olmert ou Benjamin Netanyahu, dangereuse à long terme pour l'existence même d'Israël.

L'homme chargé de la mise en oeuvre de l'expérience est le chef d'état major. Cette semaine, nous avons eu l'occasion d'entendre, lors d'un forum aux prétentions intellectuelles boursouflées, les discours de deux de ses prédécesseurs, les généraux Moshe Ya'alon et Shaul Mofaz. Nous avons découvert qu'ils ont tous deux des vues qui les placent quelque part entre l'extrême droite et l'ultra droite. Tous deux ont un esprit primaire à faire peur. Il est inutile de gâcher son temps à décrire les qualités morales et intellectuelles de leur successeur immédiat, Dan Halutz [1]. Si cela représente l'opinion des trois derniers chefs d'état-major, qu'espérer de celle de l'actuel, qui ne peut pas s'exprimer aussi librement qu'eux ? Jusqu'à il y a trois jours, les généraux pouvaient raconter à l'opinion que l'expérience était un succès. La misère avait atteint son apogée à Gaza. Des centaines de milliers de personnes étaient menacées d'une vraie famine. Le chef de l'UNRWA annonçait une catastrophe humanitaire imminente. Seuls les riches pouvaient encore conduire une voiture, chauffer leur maison et manger à leur faim. Le

monde attendait et bavardait ensemble. Les leaders du monde arabe prononçaient des phrases de sympathie vides sans lever le petit doigt.

Barak, qui a quelques connaissances mathématiques, pouvait calculer quand la population allait finalement s'effondrer.

ET TOUT A COUP, quelque chose est arrivé que personne n'avait prévu, bien que ce fut l'événement le plus prévisible du monde.

Lorsque l'on met un million et demi de personnes dans une cocotte minute et que l'on fait monter la température, elle finit par exploser. C'est ce qui est arrivé à la frontière entre Gaza et l'Égypte.

D'abord, il y a eu une petite explosion. Une foule se précipita sur la grille, les policiers égyptiens ouvrirent le feu, des dizaines de personnes furent blessées. C'était un avertissement.

Le lendemain, ce fut la grande attaque. Des combattants palestiniens firent sauter le mur en de nombreux endroits. Des centaines de milliers de personnes se ruèrent en territoire égyptien et prirent une profonde respiration. Le blocus était brisé.

Déjà avant cela, Moubarak était dans une situation impossible. Des centaines de millions d'Arabes, un milliard de musulmans, ont vu comment l'armée israélienne avait fermé la bande de Gaza de trois côtés : au nord, à l'est et par la mer. Le blocus du quatrième côté était réalisé par l'armée égyptienne.

Le président égyptien qui se présente comme le leader du monde arabe, apparaissait comme le collaborateur d'une opération inhumaine conduite par un ennemi cruel, et tout cela pour gagner les faveurs (et l'argent) des Américains. Ses ennemis intérieurs, les Frères Musulmans, ont profité de la situation pour le déprécier aux yeux de son propre peuple.

Il est improbable que Moubarak ait pu persister dans cette position. Mais les masses palestiniennes lui ont épargné d'avoir à prendre une décision. Elles ont décidé pour lui. Elles ont déferlé comme un tsunami. Maintenant il lui faut décider si il doit obéir à l'exigence israélienne de réimposer le blocus sur ses frères arabes.

Et quid de l'expérience de Barak ? Quelle est l'étape suivante ? Il n'y a que peu d'options :

(a) Réoccuper Gaza. L'armée n'aime pas cette idée. Elle comprend bien que cela revient à exposer des milliers de soldats à une guérilla cruelle, qui ne ressemblerait à aucune des intifada précédentes.

(b) Renforcer à nouveau le blocus et imposer une pression extrême sur Moubarak, incluant l'utilisation de l'influence israélienne sur le Congrès américain pour le priver des millions de dollars qu'il reçoit chaque année pour prix de ses services.

(c) Contourner le problème et le transformer en une bénédiction, en transférant la bande de Gaza à Moubarak, et en prétendant que cela avait été depuis le début le plan secret de Barak. Ce serait ainsi à l'Égypte d'assurer la sécurité d'Israël, d'empêcher les tirs de Qassam et d'exposer ses propres soldats à la guérilla palestinienne, alors qu'elle pensait s'être débarrassée du fardeau de cette région pauvre et aride, et après que toute l'infrastructure eut été détruite par l'occupation israélienne. Moubarak dira probablement : C'est très gentil de votre part, mais non, merci.

Ce blocus brutal était un crime de guerre. Et pire, c'était une connerie

[1] Dan Alutz est ce général, commandant en chef des forces aériennes, qui après avoir largué une bombe de 1 tonne sur la maison d'un responsable du Hamas à Gaza et tué 14 personnes a répondu à une interview : "Je dors bien la nuit", et "Ce que je ressens quand je lâche une bombe ? Simplement une légère secousse dans l'aile (de l'avion) quand on fait partir la bombe".

Uri Avnery :

26 janvier 2008

Article publié en hébreu et en anglais sur le site de Gush Shalom le 26 janvier 2008

<http://zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avnery/1201278309/>

Traduit pour l'AFPS de l'anglais "Worse than a crime : RP.

Source : AFPS

<http://www.france-palestine.org/...>

---

### 3-4 Point de vue de Dr. Mohammed Ishaq Ar-Rifi: L'Entité sioniste tombe dans le piège du Hamas.

Le mouvement de la résistance islamique Hamas a réussi à transformer les crimes sionistes pratiqués contre la bande de Gaza en un cauchemar très gênant pour le régime sioniste, notamment dans le domaine des relations publiques. Le Hamas a pu en profiter pour ramener vers des niveaux bien élevés sans précédents la réaction populaire arabo-islamique quant à la cause palestinienne, et pour mettre sous la lumière du jour les points faibles de cette entité usurpatrice.

L'affaire a débuté avec les roquettes Al-Qassam, de fabrication locale, tirées par les résistants en réplique aux agressions sionistes perpétuelles menées contre notre peuple. Toutes les tentatives de l'occupation sioniste pour empêcher les résistants de les lancer ont reconnu un échec crucial. Les roquettes deviennent une menace stratégique pour la sécurité sioniste et une vraie crise pour tout le régime sioniste.

C'est dans ce climat que Dany Ayaloun, l'ancien ambassadeur israélien auprès des États-Unis d'Amérique, déclare que le régime sioniste est bien tombé dans le piège du Hamas. Ce régime vit actuellement une vraie

catastrophe dans le domaine des relations publiques. « C'est un échec concluant et une vraie catastrophe dans le domaine des relations publiques ; nous avons désormais perdu notre capacité de réplique ».

Concrètement, quoique qu'elles soient simples et de fabrication artisanale, les roquettes d'Al-Qassam ont rendu fou le régime sioniste. Il a perdu son équilibre. Ses réactions devenaient démesurées. Dès lors, il est tombé dans son propre piège qu'il avait tant évité. En fait, il avait pu esquiver les blâmes de l'opinion publique internationale contre son blocus militaire et économique dirigé contre la bande de Gaza depuis que le gouvernement légitime du Hamas avait contrôlé la Bande.

Les pratiques sanguinaires, sauvages et très mal calculées contre Gaza ont engendré des réactions populaires arabo-islamiques des plus ardentes. Les réactions sont venues exprimer leur soutien au peuple palestinien assiégé, exprimer leur colère contre les positions agressives de l'administration américaine, exprimer leur indignation devant le silence arabe officiel. Elles expriment également leur condamnation de la position tolérante de la communauté internationale envers l'Entité sioniste, ainsi que sa position négligente envers la souffrance du peuple palestinien, une souffrance qui avait commencé il y a plus de soixante années.

Les missiles d'Al-Qassam ont non seulement provoqué une crise sécuritaire et un grand affolement chez les colons sionistes, mais elle ont de plus réussi à déplacer la crise au cœur de l'Entité sioniste et à démontrer au monde entier que cette Entité avait perdu sa force de dissuasion. En effet, elle avait échoué à réoccuper la bande de Gaza. Elle avait échoué à stopper les roquettes.

De plus, la forte réaction populaire arabo-islamique a restauré un climat positif permettant de détruire une grande partie du mur installé sur les frontières entre Gaza et la ville égyptienne de Rafah. Des dizaines de milliers de Palestiniens ont afflué vers le pays frère d'Egypte. Cet afflux a démontré au monde entier la dureté du blocus américano-sioniste qui frappe Gaza. Il a aussi découvert l'image sauvagement affreuse de l'Entité sioniste et de ses alliés.

Le plus important dans cette affaire reste le refus des Palestiniens de la Bande de récompenser l'ennemi américano-sioniste pour leurs assassinats, leurs crimes, leur blocus. Ils ont déçu l'adversaire, en ne cédant pas aux provocations menées contre le Hamas. Tout au contraire, ils l'ont entouré et l'ont soutenu davantage. Ils ont exprimé leur foi en la résistance qui reste le seul moyen légitime pour récupérer leurs droits. Ils ont mis en échec la politique de sanction collective pratiquée par les Sionistes contre notre peuple. Cette affaire était l'occasion pour que notre peuple de la Bande, de la Cisjordanie, des territoires occupés en 1948 et partout ailleurs, d'exprimer l'unité de leur destinée et d'exprimer son attachement au choix de la résistance contre l'occupation. Sans aucun doute, la réussite des Palestiniens de la Bande à détruire certaines parties du mur sioniste représente un pas osé et important vers une levée totale du blocus et vers la libération de l'occupation et de ses chaînes, surtout vers une fin de l'exploitation de l'occupant des souffrances de notre peuple pour casser sa volonté et briser son attachement à ses droits et à ses principes.

Ainsi, l'équation que le régime sioniste voulait imposer à notre peuple a échoué : soit continuer dans ses souffrances, soit accepter un Etat purement juif sur les ruines de la Palestine. Cet échec conduira sûrement vers un autre échec : l'échec de provoquer tout le peuple contre le mouvement du Hamas au profit de l'équipe d'Oslo-Annapolis et au profit d'une mainmise du Fatah sur Gaza. Ces échecs représentent évidemment un coup de qualité donné à l'opération d'Annapolis et au plan américano-sioniste en général.

Aujourd'hui, le régime sioniste vit une crise profonde sans précédent au niveau des relations publiques. Ses relations avec l'Egypte se sont bien détériorées. Et il est bien déçu de voir échouer ses pressions sur le gouvernement égyptien afin qu'il rende encore plus hermétique le blocus contre Gaza et afin qu'il contribue à entretenir sa sécurité. Sa grande déception vient de voir se dissiper son espoir d'une normalisation avec certains pays arabes et musulmans, sur le court et long terme.

En somme, le mouvement du Hamas a tracé pour la nation, toute la nation, le chemin de la libération de la domination américano-sioniste. Cette domination ne peut vaincre le peuple palestinien, prendre sa terre, liquider ses droits, l'humilier, sans l'appui du système arabe officiel, sans la participation de quelques Palestiniens aux agendas et aux plans de l'occupant. Le Hamas a démontré que l'ennemi n'a plus la force de se protéger, en dépit de toutes ses armes nucléaires et ses armes de destruction massive. Le mouvement a démontré que la mise en action des peuples arabo-islamiques reste le seul chemin à emprunter pour libérer la Palestine et pour mettre un terme à la domination américaine dans notre région.

Dr. Mohammed Ishaq Ar-Rifi –

[ 28/01/2008 - 00:46 ]

Traduit par le CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Le 'Council on Foreign Relations' interview Khalil Shikaki : La popularité du Hamas en hausse après la destruction du mur à la frontière égyptienne.

Khalil Shikaki, politologue palestinien de premier plan et expert ès sondages, affirme que le Hamas a perdu une grande partie de sa popularité auprès des Palestiniens après son coup de force à Gaza en juin dernier. Toutefois,

plus récemment, les sanctions israéliennes à l'encontre de Gaza en représailles aux tirs de roquettes, et la destruction par le Hamas le mur de séparation avec l'Égypte ont fait redécoller sa popularité. Le Fatah ne peut aujourd'hui compter sur une victoire électorale face au Hamas.

Q. Comment se passent les pourparlers entre l'Autorité palestinienne et le Hamas qui ont lieu actuellement au Caire au sujet du contrôle de la frontière Gaza-Égypte ?

Khalil Shikaki : Il ne semble pas y avoir beaucoup de progrès. L'Autorité palestinienne souhaite avoir le contrôle total sur les passages frontaliers, mais le Hamas en revendique une partie. Les Égyptiens accepteront tout accord entre les deux parties, parce qu'ils veulent être sûrs qu'Israël reste responsable de la bande de Gaza, qu'elle ne devienne pas un problème égyptien. Aussi longtemps qu'il n'y a pas d'accord, les Égyptiens craignent de se retrouver en charge du problème de Gaza.

Q. Parle-t-on de nouvelles élections palestiniennes ?

Non, je ne pense pas. Je ne crois pas à l'éventualité de nouvelles élections dans un futur proche. Pour Abbas, le problème fondamental est qu'il est impossible d'organiser de nouvelles élections sans l'assentiment du Hamas. Et, parce que le Hamas contrôle la bande de Gaza, il est peu probable que Mahmoud Abbas organise des élections dans la seule Cisjordanie. De son côté, il est peu probable que le Hamas organise des élections, car il pense avoir perdu une partie de sa popularité après son coup de force. Mais il souhaite en même temps pouvoir discuter de la question de nouvelles élections dans le cadre d'un dialogue avec Abbas qui restaurerait un semblant d'unité nationale. Peut-être iront-ils jusqu'à retourner au gouvernement d'union nationale qui existait jusqu'à l'été dernier. Mais pour le moment, les conditions posées par Abbas sont inacceptables pour les idéologues du Hamas, ceux qui ont orchestré le coup d'État du Hamas. Il est peu probable que ce groupe accepte les conditions d'Abbas : retour à la situation qui prévalait avant leur coup, avant même qu'Abbas n'accepte de négocier avec eux.

Q. Ce retour au statu quo ante signifie-t-il la restauration des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne à Gaza ?

Cela signifie que le Hamas devrait renoncer au contrôle total, au monopole des forces de sécurité dont ils jouissent à l'heure actuelle. Cela signifierait que le Hamas renonce à sa domination armée sur Gaza.

Q. Au même moment, avec toute cette confusion et ce chaos à Gaza, il y a toujours la question des pourparlers de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne, relancés lors de la réunion d'Annapolis il y a deux mois. Au sein de l'opinion palestinienne, y a-t-il le sentiment que ces pourparlers mènent quelque part ?

L'opinion publique n'a pas vu d'un bon œil les résultats de la conférence d'Annapolis. Dans le sondage que nous avons effectué en décembre dernier, seules 11% des personnes interrogées ont estimé que le processus était une réussite. Une majorité écrasante ne croit pas que les négociations lancées par Annapolis puissent mener à un accord israélo-palestinien. Les Palestiniens ne croient pas que les Israéliens envisagent sérieusement d'appliquer les mesures qui leur incombent dans le cadre de la Feuille de route, et ils ne pensent pas qu'Olmert soit capable de parvenir à un règlement définitif. Plus grave encore, l'opinion palestinienne ne croit pas Abbas capable de parvenir à un règlement définitif avec Olmert. Le seul élément d'espoir dans tout cela est que l'opinion pense que si Israël applique pleinement les accords, alors ils croient en la capacité d'Abbas et de l'Autorité palestinienne de tenir leurs promesses de changement (pour le mieux). Mais, de façon générale, les Palestiniens ne croient

pas que les Israéliens rempliraient leurs engagements.

Q. Simultanément, votre institut a publié en décembre dernier un sondage auprès de l'opinion israélienne, tout aussi pessimiste. Est-ce exact ?

Oui. Les Israéliens sont tout aussi pessimistes que les Palestiniens, et pour les mêmes raisons, ils ne pensent pas qu'Annapolis ait été un succès. Ils ne croient ni à la capacité de leurs dirigeants, ni à celle des dirigeants palestiniens, à appliquer les accords existants ou à parvenir à un accord définitif. L'opinion ne considère pas les dirigeants des deux côtés assez forts pour avancer. Notre sondage de décembre montre que des deux côtés, l'opinion est pratiquement divisée en deux sur la question de savoir si les deux parties parviendront à un compromis ou souhaitent parvenir à un compromis sur les principes des paramètres Clinton (plan de paix détaillé présenté par le président Clinton à Taba en décembre 2000, plan refusé par les Palestiniens).

Q. Bien sûr, la situation est que tant que le Hamas contrôle Gaza, et l'Autorité palestinienne la Cisjordanie, il semble peu probable qu'un accord intervienne du côté palestinien. Est-ce exact ?

Absolument, cela fait partie du problème. D'un côté, cette division de la direction palestinienne est hautement problématique en termes de capacité de l'Autorité palestinienne à appliquer tout accord dans les zones qu'elle contrôle. Mais d'un autre côté, toute tentative par Mahmoud Abbas d'exercer un contrôle sur Gaza par le moyen de négociations avec le Hamas serait très probablement rejetée par Israël, et par les Américains, bien sûr. Le processus d'Annapolis n'a pu être mis en place que parce que le Hamas et Abbas ne font plus partie d'un gouvernement d'union nationale. Cela permet à Abbas de négocier avec Israël, car Israël ne négociera pas avec le Hamas tant qu'il ne reconnaîtra pas son droit à l'existence. Mais le fait qu'il n'y ait plus de gouvernement de coalition rend très douteuse l'application d'un accord, quel qu'il soit. Donc, pour le moment, Abbas peut négocier, mais sa capacité à réussir sans aucun dialogue avec le Hamas demeure un gros point d'interrogation. Il ne fait pas de doute dans mon esprit qu'à moins qu'il conclue un accord avec le Hamas sur Gaza, accord qui inclurait de nouvelles élections, il n'y aura aucun accord appliqué avec Israël.

Q. Vous avez dit que depuis la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza l'été dernier, sa popularité avait chuté. Si de nouvelles élections avaient lieu à Gaza aujourd'hui, qui l'emporterait ?

Il est très important de savoir qu'au cours des 18 mois qui ont suivi sa victoire aux élections législatives, le Hamas perdait 1% tous les trois mois. Mais, après son coup de force à Gaza en juin dernier, il a perdu 6%. C'est une baisse très sérieuse en trois mois, si on la compare à 1%, moyenne de ce que le Hamas perdait pendant les 18 mois qui ont précédé son coup de force. Mais il faut comprendre que l'opinion n'a sanctionné le Hamas qu'après qu'il se soit emparé de Gaza par la force, en négligeant ce que les Palestiniens considèrent comme une valeur extrêmement importante, à savoir l'unité nationale. L'opinion a donc sanctionné le Hamas pour sa conduite, mais pas pour le fait que le Hamas a défié la communauté internationale, refusé de reconnaître Israël, etc. L'opinion n'a pas sanctionné le Hamas à cause des difficultés que la population a dû subir après son coup de force. Ce qui a réduit l'attrait du Hamas, ce sont des propres initiatives, ses propres actions, ils étaient contre d'autres Palestiniens, ce qui était inacceptable pour l'opinion.

Q. Que s'est-il passé récemment ?

Depuis notre sondage de décembre, les choses ont changé. Je ne pense pas que le Hamas perde encore en popularité. En fait, le sondage de décembre suggérait que sa popularité s'était stabilisée. C'est le résultat de la politique d'Israël de ces dernières semaines, avant que le Hamas n'ait détruit la barrière égyptienne la semaine dernière. Cela comprend les sanctions israéliennes, y compris les coupures d'approvisionnement en fioul et en électricité. Ces mesures ont probablement renversé la tendance que nous observions depuis juin. Je pense que, grâce aux sanctions qu'Israël a mises en place, le Hamas a pu restaurer une partie de sa popularité. Je ne peux pas vous donner les résultats exacts d'une élection si elle avait lieu aujourd'hui. Mais il est plus que probable que nous sommes revenus à la situation d'avant juin 2007, où, si l'on additionne la popularité du Hamas et le pourcentage des hésitants, ils l'emporteraient sur le Fatah.

Q. Ai-je raison de tirer la conclusion suivante : la politique dure menée par Israël contre Gaza en représailles des tirs de roquettes n'a fait que renforcer le Hamas et affaiblir Mahmoud Abbas, perçu comme négociant avec l'ennemi des Palestiniens à Gaza ?

En pratique, Israël a fait perdre au Fatah tous les gains qui ont résulté de la lourde erreur commise par le Hamas en juin. En ce qui concerne l'Autorité palestinienne, le Fatah n'a rien gagné. Il n'a gagné ni les cœurs ni les esprits entre janvier 2006, date des élections, et juin 2007. Après le coup de force du Hamas, le Fatah a gagné 6%, premier gain depuis les élections. Le Fatah pourra-t-il conserver ces gains ? J'en doute beaucoup, l'opinion voit qu'Abbas bloque autant que possible tout accord qui permettrait d'ouvrir la frontière [avec l'Égypte] sans faire de concessions à Israël. C'est la version du Hamas concernant la frontière. Le Hamas dit qu'ils doivent fermer la frontière avec Israël et, à la place, l'ouvrir avec l'Égypte et le reste du monde arabe. Mahmoud Abbas dit que nous devons laisser ouvertes

les frontières avec Israël et donc que le passage frontalier de Rafah (entre Gaza et l'Égypte) demeure aux mains de l'Autorité palestinienne et de sa direction. Le problème est que, depuis huit mois, essentiellement depuis la prise du pouvoir du Hamas, Israël a bloqué toute circulation entre Gaza et la Cisjordanie, ce qui affecte une immense majorité de Palestiniens. Si tout le monde souhaite et soutient l'idée d'un lien continu entre la Cisjordanie et Gaza, personne, en réalité, ne la considère comme possible, compte tenu du comportement d'Israël

[Interview de Khalil Shikaki, expert palestinien ès sondages, après les événements récents à Gaza et à la frontière égyptienne]

Interview réalisée par Bernard Gwertzman, rédacteur en chef de la revue.

Council on Foreign Relations, 1er février 2008

<http://www.cfr.org/>

Source : Liste de diffusion La Paix Maintenant

Trad. : Gérard

---

## 5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion- Analyse.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 5-1 Chérif Boudelal : Le pétrole arabe responsable du malheur palestinien !

Le pétrole arabe coule à flot sur Israël alors qu'aucun des États producteurs des régimes arabes ne peut le vendre ou le donner aux Palestiniens agonisant.

Ces derniers dépendent de l'occupant qui leur livre au compte-goutte le carburant venant des pays « de leurs frères arabes ! »

Pour leur faire du chantage Israël cesse momentanément de leur livrer cet « or noir » dont dépendent les hôpitaux et diverses infrastructures vitales pour maintenir en vie un million et demi d'habitants de Gaza pris en otage par Israël, au vu et au su du monde entier.

Le pétrole arabe alimente les bulldozers d'Israël, ses chars et ses avions pour détruire les maisons et infrastructures palestiniennes, pour bombarder et assassiner les habitants de Gaza et ceux de la Cisjordanie, en les terrorisant et humiliant quotidiennement, mais les Palestiniens sont privés de ce pétrole arabe ! En réalité c'est le pétrole arabe qui tue les Palestiniens, et c'est la lâcheté des régimes arabes qui est responsable de leur

malheur.

Tous les pays qui se constituent en communauté, comme l'Europe par exemple, le font pour que leur organisation ait un rapport de force sur le plan international, mais la ligue arabe n'a que le nom. Elle pèse moins lourd qu'une feuille morte. Ni la ligue ni les pays qui la composent n'ont aucun poids car ils ne parlent pas le même langage. L'exemple d'Annapolis est révélateur de leur division : au lieu d'envoyer le secrétaire général de la ligue pour parler d'une seule voix, ils s'y sont précipités comme des mouches sur un caca de chien.

Connaissant leur division, Israël profite de leur point faible et les humilie avec zèle et arrogance au point de leur interdire d'ouvrir leurs frontières aux Palestiniens sans son accord. Pour leur livrer ce dont ils ont besoin pour vivre ou accueillir leurs malades et blessés pour les soigner, il faut qu'ils aient son aval. Israël et ses alliés leur infligent des humiliations répétées qu'aucun autre pays souverain n'a jamais subi de telles. Certains de ces régimes arabes ont établi des relations diplomatiques avec Israël pour « gagner l'amitié » des USA et du lobby sioniste, les achetant comme du bétail avec une poignée de dollars ou pour d'autres services rendus.

Israël gagne du temps et refuse la paix

Depuis le début du processus de paix d'Oslo, Israël n'a jamais cessé d'implanter les colonies, d'arrêter « les suspects » et d'assassiner les dirigeants de la résistance, toutes factions palestiniennes confondues, et notamment ceux du Hamas et du Djihad islamique. Après l'assassinat de Rabin et l'arrivée au pouvoir de Netanyahou, du Likoud, puis celle d'Ehud Barak, travailliste, dont l'agissement a dévoilé l'opposition au processus de paix accepté par Rabin.

Ce processus dit de paix n'a pas empêché Israël de continuer l'implantation des colonies, et cela dure depuis quatorze ans jusqu'à ce jour. Les gouvernements de Netanyahou et de Barak avaient commencé la mise à mort du processus de paix lors, et ceux de Sharon et d'Olmert l'ont achevé.

Yasser Arafat, que les Occidentaux considéraient comme l'homme de paix, était devenu infréquentable dès lors qu'il a refusé de faire des concessions inacceptables. Trois ans durant, il a été assiégé dans sa résidence après que l'armée israélienne ait détruit en partie celle-ci.

Dès moment que les Israéliens et les Américains le considéraient comme « le chef des terroristes », tous les autres suivaient comme des brebis. Certains le regrettaient publiquement, mais pas plus. Devant ce silence lâche, le feu vert était donné à Israël pour continuer son terrorisme d'Etat, impunément, estimant qu'il n'y avait pas un interlocuteur palestinien valable avec lequel il pouvait négocier !

Le Président Arafat n'avait que les volontaires internationaux qui les soutenaient et protégeaient dans sa résidence devenue sa prison, où il a fini par être empoisonné. Une correspondance de Dahlan avec un officier des renseignements israélien, saisie par le Hamas à Gaza, révèle la complicité de l'équipe qui l'entourait dans son assassinat. Cette équipe est devenue par enchantement « fréquentable » par Israël juste après la mort de Arafat, dont le chef est Abbas lui-même. Tout ceci s'est passé sous l'égide d'Israël et des USA, avec le silence complice de leurs fidèles alliés occidentaux et arabes, lesquels sont restés sourds et aveugles pendant trois ans de siège du Président palestinien. Malgré les milliers de crimes qu'il a commis, Israël n'a jamais été inquiet par les tenants de l'ONU !

Le XXI<sup>e</sup> siècle que nous croyions allait mettre fin aux dictatures dans le monde, donner une impulsion aux peuples et à leurs dirigeants, notamment en Occident, pour dénoncer haut et fort l'injustice, mais cela n'a pas été le cas jusqu'à présent. Au contraire, nous assistons à une lâcheté sans précédent de ce monde dit libre devant un Etat aussi barbare que l'Etat d'Israël qui s'est bâti sur les corps des Palestiniens et sur les ruines de leurs maisons.

Bas les masques

Le monde avait déjà observé la lâcheté de ceux qui se faisaient passer pour des défenseurs des valeurs universelles parmi les dirigeants de « la démocratie occidentale », mais leurs masques sont définitivement tombés lorsque Hamas est arrivé au pouvoir. Cela a permis aussi de mieux connaître le degré de lâcheté des dirigeants arabes, mais aussi de distinguer entre les traîtres et les fidèles à leur cause parmi les dirigeants palestiniens.

L'arrivée de Hamas au pouvoir a fait tomber tous les masques. Après les élections législatives de janvier 2006, lors desquelles le Hamas avait acquis la confiance de la majorité écrasante du peuple palestinien, les démocrates occidentaux sont devenus sourds et aveugles. La démocratie qu'ils réclamaient eux-mêmes des Palestiniens, n'était plus bonne dès lors que c'est Hamas qui a emporté les élections, car Israël et les USA préféraient que ce soit le camp d'Abbas qui l'emportait.

Malgré toutes ces honteuses complicités, les régimes occidentaux ont encore le culot de parler de la démocratie et des droits de l'Homme ! De quelles valeurs parle-t-on ? Aucun de ces États occidentaux n'est autorisé, moralement parlant, de parler de ces valeurs universelles après les avoir bafouées au grand jour en boycottant la démocratie en Palestine.

Par leur soutien à Israël ou par le silence qu'ils ont observé devant la barbarie de ses armées, ils ne sont plus habilités de parler de la démocratie ni des droits de l'Homme, et encore moins de donner des leçons en la matière aux autres peuples.

Israël et ses alliés donnaient le prétexte de l'arrivée au pouvoir "des islamistes de Hamas" pour boycotter le gouvernement légitime d'Israël Haniya. Et lorsqu'ils se sont aperçus que leur boycott n'a fait que renforcer la

détermination du peuple palestinien pour chasser les occupants de sa terre, ils veulent en finir à la fois avec ce gouvernement et avec la Résistance pour mettre fin aux aspirations du peuple palestinien une fois pour toutes.

Un peuple qui veut vivre ne meure jamais.

Nous avons vu les Palestiniens de Gaza mettre devant le fait accompli le régime égyptien, en envahissant son territoire (700.000 personnes ont traversé les frontières, d'après Aljazeera, parce qu'ils ont faim !) Après que la marrée humaine ait défoncé les murs et les barrières pour entrer sur le territoire égyptien en vue de s'y approvisionner, Hosni Moubarak déclare ceci : « L'Égypte ne peut pas laisser les Palestiniens mourir de faim » ! Mais cela ne l'a pas empêché de donner l'ordre à sa police de réprimer les manifestants qui réclamaient l'ouverture des frontières pour sauver de la mort les Palestiniens de Gaza.

Si les dirigeants arabes avaient une petite parcelle de dignité, la première des choses qu'ils faisaient c'est d'exiger que l'approvisionnement des Palestiniens en carburant passe avant celui d'Israël, faute de quoi ce dernier n'en recevra aucune goutte de leur pétrole. De même, dans les conventions de livraison qu'ils avaient conclues avec Israël ou avec ses intermédiaires, ils auraient exigé qu'Israël n'utilise jamais leur carburant pour commettre ses crimes contre le peuple palestinien. Les mêmes exigences auraient pu être adressées à ceux qui soutiennent Israël dans sa politique d'occupation. Si les régimes arabes avaient opté pour une telle politique, en utilisant l'arme du pétrole comme rapport de force, les Palestiniens n'auraient pas subi les souffrances qu'ils ont endurées jusque-là.

On se souvient de la menace de fermer les vannes, puis la mise en exécution de celle-ci par le roi Fayçal d'Arabie Saoudite lors de la guerre israélo-arabe de 1973. La fermeture des vannes, qui n'avait duré que trois jours, provoqua une crise chez les alliés d'Israël et les obligea d'opter pour une politique de « sagesse ».

L'arme du pétrole est un rapport de force considérable que les régimes arabes auraient dû utiliser à chaque fois que les droits de leurs peuples ne sont pas respectés. Mais ces derniers ont opté pour « une politique modérée » au profit d'Israël et de l'impérialisme américano sioniste qui les domine et spolie les richesses de leurs peuples. Avec leurs richesses et leur lâcheté, ces régimes arabes sont devenus la raillerie du monde entier et plongé leurs peuples dans une honte profonde.

Leur haine pour la Résistance

Certains de ces régimes arabes ne cachent plus leur lâcheté et accusent ouvertement les dirigeants du Hamas d'être responsables de l'embargo qu'Israël impose aux Palestiniens depuis que ce mouvement est arrivé au pouvoir par les urnes en janvier 2006 ! Ces nouveaux sionistes - comme les appellent certains intellectuels arabes qui restent debout - se sont alignés sur la politique israélo-américaine pour soutenir le saltimbanque de Ramallah qui ne représente en réalité que lui-même et sa suite. Ils sont hostiles à la démocratie en Palestine parce qu'ils ont peur d'une « contamination » qui pourrait les atteindre, les privant de leurs fastes et leurs pouvoirs despotiques qu'ils exercent avec une main de fer sur leurs peuples.

Ils soutiennent la politique commune « israélo-abbassienne » qui consiste à liquider la Résistance palestinienne, et à sa tête les militants de Hamas et leurs dirigeants qui ne veulent pas trahir leur peuple et refusent de se mettre à genou devant l'injustice des nouveaux barbares « vénérés ».

Ces rois et présidents « falsifiés » des régimes arabes qui ont choisi de vivre humiliés n'ont plus aucune dignité ni honneur. Ils sont juste des morts vivants, servant de marionnettes animées pour légitimer les expériences macabres des bourreaux de leurs peuples, que ce soit en Palestine, au Liban, en Irak, au Soudan ou en Somalie. Ceux qui ont choisi la puissance des armes à la justice, ignoré la souffrance des peuples et la justesse de leurs causes seront défiés par l'Histoire que les vaillants Résistants auront écrite par leur sang. Ils doivent savoir que l'Histoire n'oubliera ni les braves ni les lâches de ce monde, et que chacun sera récompensé justement pour ses actes.

Ils doivent savoir qu'un peuple qui veut vivre libre et digne ne meure jamais, et c'est le cas du peuple palestinien. Les dirigeants israéliens et les impérialistes qui les soutiennent n'ont rien appris de l'histoire. Un occupant, quelle que soit la durée de son pouvoir despotique exercé sur le peuple occupé, finira par être vaincu par la résistance du peuple opprimé.

Partant de ce raisonnement, nous en concluons que la Résistance du peuple palestinien ne peut que triompher au final. Car la différence qu'il y a entre elle et l'armée de l'occupant, c'est que la Résistance palestinienne est composée d'enfants du terroir dont les ancêtres n'ont jamais quitté leur pays, alors que l'armée israélienne est composée de mercenaires venant d'ailleurs.

C'est pourquoi nous sommes persuadés, et confiants, que la Résistance du peuple palestinien triomphera sur la barbarie de l'Etat d'Israël et défiera tous les lâches de ce monde qui ont observé le silence sur sa souffrance

---

## 5-2 Convergence des Causes : Israël n'est ni un Etat juif ni l'Etat des Juifs.

Israël n'est pas un État juif, puisque la proportion des non Juifs est croissante selon deux mécanismes.

L'immigration de travailleurs en particulier venant du Sud Est asiatique précaires et sans droits est facilitée, substitut confortable aux Palestiniens des Territoires. La baisse de la natalité chez les Israéliens s'est accentuée, aggravée par les récentes dispositions de Netanyahu alors ministre des Finances de Sharon qui mettent un terme aux programmes sociaux d'aide à la famille.

La tendance a été enregistrée chez les ultra-orthodoxes qui se sont révélés sensibles aux incitations financières négatives du gouvernement.

La prétention de la pureté à plus de 80% d'Israël est plus que démentie par les faits.

Israël n'est pas non plus l'État des Juifs.

Le découplage très net entre les Juifs de la Diaspora et Israël est de plus en plus marqué. L'Institut pour la Planification d'une politique du Peuple Juif en convient.

La dérive entre les deux entités, monde juif et Israël, constante, a des causes nombreuses. Parmi elles, la disparition progressive et inéluctable de la génération contemporaine du génocide par les nazis, le sentiment croissant que les attaques antisémites sont liées à la culpabilité d'Israël ainsi que le déclin de la perception de ce pays comme un havre de paix pour s'y réfugier. D'être l'allié ou l'ami de cet État ne procure plus aucune fierté. La jeunesse juive pratiquante désapprouve qu'un État laïc se revendique comme juif tandis que la jeunesse laïque est désappointée que le fait religieux puisse être au centre des institutions politiques.

Cet État est aux prises avec une véritable question existentielle, celle de la définition de la judéité. Les récentes recommandations de faciliter l'admission de nouveaux convertis brouillent davantage le problème.

Que les Juifs du monde non Israélien soient de moins en moins fiers d'Israël est une résultante logique des crimes continus de cet État. Depuis au moins la seconde Intifada, les systèmes de propagande très élaborés qui doivent vendre à l'opinion publique mondiale le vieux mythe éculé du petit David devant lutter contre le Goliath arabe sont impuissants à effacer la réalité de la quatrième armée du monde, arrogante, qui martyrise un peuple sans armée et emprisonné.

Enfermés dans la logique des annexions progressives et continues avec des expulsions et des expropriations, elles aussi progressives, les responsables politiques et militaires ne veulent pas comprendre la détérioration de leur image comme l'effet immanquable de leurs crimes mais comme un déguisement insuffisant de leurs méfaits. Les Palestiniens de Gaza refusent de se laisser mourir de faim et de soif.

Est-ce de l'héroïsme ?

Est-ce du terrorisme ?

La volonté de survie malgré le prononcé d'une condamnation à mort par l'occupant est le moins que l'on puisse attendre d'un peuple assiégé.

Le retrait des observateurs européens du poste frontière entre Gaza et l'Égypte mis en place depuis le l'évacuation des 7500 colons l'été 2005, a laissé l'Égypte seule co-responsable de l'étranglement par les sionistes de près d'un million et demi de personnes.

Le gouvernement Mubarak a permis l'entraînement sur son sol des milices collaborationnistes de Mahmoud Abbas et de leur passage vers Gaza pour remettre dans le droit chemin de la soumission aux volontés sionistes une population qui a eu l'outrecuidance de voter selon ses propres critères ses représentants. Mubarak a des désirs dynastiques qui risquent fort d'être contrecarrés par une opposition certes muselée mais forte de l'appui de plus de 70% de la population égyptienne.

Il ne peut se permettre un massacre manifeste de centaines de milliers de civils coupables de chercher pitance quand leurs geôliers s'acharnent sur eux et que mêmes les instances les plus lâches politiquement comme la Ligue arabe condamne à juste titre comme une violation manifeste des droits humains.

Le glissement presque imperceptible de la position égyptienne vers une nouvelle direction imposée par le fiasco des US(a) en Irak est une nouvelle donne que les Israéliens ont vite compris mais qu'ils sont incapables de dévier. Le séjour de Bush le deuxième de seulement trois heures en Égypte à la fin de son inutile périple en est une bonne traduction.

Israël n'est ni un État juif ni l'État des Juifs et ce qui affaiblit l'idéologie sioniste est un regain de vigueur pour la Palestine.

[Convergence des Causes](#)

26 janvier 2008

Dernière mise à jour : ( 26-01-2008

---

### 5-3 Rebecca Harrison et Ori Lewis : "Grave cafouillage".

Malgré sa dénonciation d'un "grave cafouillage", la commission d'enquête sur l'aventure israélienne de l'été 2006 au Liban a renforcé la volonté d'Ehud Olmert de rester au pouvoir et conforté sa position politique, en l'épargnant personnellement.

"J'étais chez lui hier soir. Il me disait que, même si la commission Winograd avait été plus incisive dans sa critique, il n'aurait pas démissionné. Mais, à la façon dont les choses se présentent, il en est encore moins question", a confié à Reuters l'ex-ministre de la Justice Yosef Lapid.

Olmert "peut pousser un soupir de soulagement", convient un éditorialiste, au lendemain de la publication des conclusions définitives de la commission présidée par l'ex-juge Eliahu Winograd, qui relève de "graves défaillances" au double échelon politique et militaire mais ne met pas en cause l'intégrité du Premier ministre.

"Echec et disculpation", titre le Yedioth Ahronoth pour résumer ce rapport d'un demi-millier de pages dont Olmert a promis d'appliquer scrupuleusement les recommandations pour éviter le renouvellement du "grave et immense cafouillage" déploré par Winograd.



Le cabinet d'Olmert a confirmé qu'il allait "continuer à travailler" et ses alliés politiques confient qu'il envisage un élargissement de sa coalition pour poursuivre le chemin escarpé des négociations de paix engagées avec les Palestiniens sous la pression du président américain George Bush.

La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, sa rivale au sein de son propre parti centriste Kadima, qui n'avait pas hésité à l'inviter à démissionner lorsque le rapport d'étape de la commission avait relevé en avril de graves erreurs de jugement, est rentrée dans le rang, murmure-t-on dans les cercles politiques.

#### ESPOIR PALESTINIEN, INDIGNATION LIBANAISE

Pour sa part, le ministre de la Défense travailliste Ehud Barak, qui n'avait pas exclu de se dissocier d'un gouvernement fragilisé, a dit "soupeser" encore l'attitude à adopter. Mais il est improbable qu'il provoque des élections anticipées susceptibles de ramener la droite au pouvoir.

Le chef du Likoud, l'ex-Premier ministre Benjamin Netanyahu, s'est d'ailleurs dit favorable jeudi à un recours aux urnes pour redonner à Israël un "leadership responsable".

Le Likoud arriverait en tête en pareille hypothèse avec 28 sièges, contre 12 actuellement, sur un total de 120. Selon le même sondage, réalisé ce mois-ci, Kadima verrait le nombre de ses députés tomber de 29 à 10, tandis que le Parti travailliste se maintiendrait, avec 21 députés, contre 19.

Mais la législature ne s'achève qu'en 2010 et le temps semble travailler pour Olmert, bien qu'il ait encore à se dépêtrer de divers scandales de corruption.

Quarante-deux pour cent des Israéliens souhaitent aujourd'hui son maintien au pouvoir, selon un sondage du quotidien Maariv, contre 17% seulement en avril, après la publication du rapport d'étape sans indulgence de la commission Winograd.

Les Palestiniens semblent soulagés de voir rengainée l'épée de Damoclès qui était suspendue au-dessus de la tête d'Olmert, un partenaire de paix qui a l'avantage de leur être aujourd'hui familier. Le négociateur Saëb Erekat a dit espérer que la voie serait désormais "dégagée pour un processus de paix sérieux qui aboutisse à la fin de l'occupation israélienne".

En revanche, le Premier ministre libanais Fouad Siniora s'est indigné que le rapport ait présenté la guerre lancée au Sud-Liban par Israël comme une "occasion manquée" de casser les reins au Hezbollah. Cette présentation fait, selon lui, le lit d'une nouvelle agression israélienne et ignore les "crimes" commis par l'Etat juif à l'été 2006. Amnesty International juge aussi le rapport "biaisé" parce qu'il est centré sur les erreurs stratégiques d'Israël et non pas sur les "meurtres aveugles" de civils libanais, dont 900 ont trouvé la mort en 33 jours de conflit, contre 159 Israéliens, des soldats pour la plupart.

Rebecca Harrison et Ori Lewis : Reuters –

Version française Marc Delteil.

Jeudi 31 janvier, 18h26